



Pour comprendre l'état actuel du marché du travail turc, il faut tenir compte des facteurs structurels et conjoncturels qui affectent à la fois l'offre et la demande de travail. Côté offre, la population active non agricole est, depuis 1990, en constante augmentation sous l'effet conjugué de trois facteurs : la croissance démographique, l'évolution des taux d'activité, particulièrement celui des femmes, et le transfert de la main-d'œuvre agricole aux autres secteurs. Côté demande, la croissance économique est un élément déterminant, mais son lien avec l'évolution de l'emploi total reste ambigu, en raison notamment des transferts massifs de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs.

## Une augmentation de la population active non agricole qui nécessite une croissance soutenue de l'emploi

De 2000 à 2006, le taux de croissance de la population non agricole a atteint 3,4 % par an, alors qu'il était déjà de 3 % entre 1989 et 1999 (graphique 1). On estime que ce rythme se maintiendra à l'identique dans les années à venir, avant de ralentir progressivement (TÜSIAD<sup>2</sup>, 2004).

À l'origine de l'augmentation de la population active, on peut citer en premier lieu la forte dynamique démographique. Le taux de croissance naturel, c'est-à-dire la différence entre le taux de naissance et le taux de mortalité, est actuellement de 1,3 %. Compte tenu de l'inertie de la structure démographique, l'accroissement de la population en âge de travailler (les 15-64 ans) est même supérieur : il est estimé à 1,8 %.

Le second facteur de croissance de la population active est la hausse des taux d'activité, particulièrement celui des femmes, ce qui entraîne une progression moyenne de la population active féminine de plus de 5 % depuis le milieu des années 1990 (TÜSIAD, 2004). Certes, en dehors des campagnes, l'activité féminine reste moins répandue que celle des hommes : on compte une femme pour quatre hommes dans l'industrie et le tertiaire. Mais la progression est spectaculaire. Elle s'explique principalement par l'élévation du niveau moyen de

<sup>2</sup> Association des industriels et des hommes d'affaires de Turquie.

### Encadré I

## L'EMPLOI AGRICOLE EN BAISSÉ, L'INFORMEL EN HAUSSE

Le marché du travail en Turquie possède presque toutes les caractéristiques d'une économie en voie de développement.

L'**agriculture**, qui occupait 84 % de l'emploi total après la Deuxième Guerre mondiale, a commencé son déclin structurel au début des années 1950 avec la mécanisation. Cependant, le nombre de travailleurs agricoles a continué d'augmenter jusqu'au milieu des années 1990 : dans un premier temps, sous l'effet de l'extension de la superficie cultivée (la limite a été atteinte dans années 1960\*), puis sous l'effet de l'accroissement des subventions agricoles destinées aux cultures traditionnelles, telles que le tabac, le thé et le coton (dont la production exige du travail intensif). Dans le contexte d'une agriculture dominée par les petites et moyennes exploitations\*\*, le trop-plein de l'emploi agricole a été atteint vers le milieu des années 1990, avec neuf millions de personnes occupées. Depuis, le nombre de travailleurs agricoles ne cesse de diminuer. Cette diminution s'est accélérée, surtout après la crise de 2001, à cause des rigueurs budgétaires dont les premières victimes ont été les subventions. En 2006, l'agriculture ne comptait plus que six millions de travailleurs sur un emploi total de 22,3 millions. Parmi les secteurs non agricoles, celui des **services** a connu l'augmentation la plus rapide, sa part représentant actuellement 47,3 % ; l'industrie emploie le reste des actifs, soit 25,4 % du travail disponible.

Principalement présente dans l'agriculture et le tertiaire, l'**activité informelle** occupe une part notable sur le marché du travail turc. Ses travailleurs, regroupés sous la rubrique « non enregistrés à une caisse d'assurance publique », comptaient en 2006 pour 48,2 % de l'emploi total et 33,9 % de l'emploi non agricole. L'informalité est moins élevée parmi les salariés (23 %), mais reste conséquente. Elle constitue l'un des problèmes structurels cruciaux de l'économie : elle fausse la concurrence et creuse le déficit de la Sécurité sociale. Il faut cependant noter que l'informalité contribue par ailleurs à la flexibilisation du marché de travail, compte tenu du poids très élevé des charges fiscales sur l'emploi. En effet, malgré des salaires relativement faibles, la Turquie est placée aux premiers rangs de l'OCDE concernant le coût fiscal du travail (Taymaz et Özler, 2004). Avec la crise de 2001, la situation s'est encore détériorée puisque la part de l'informel dans l'emploi non agricole, qui était de 29,2 % en 2000, est montée jusqu'à 34,4 % en 2005. On observe depuis une légère baisse.

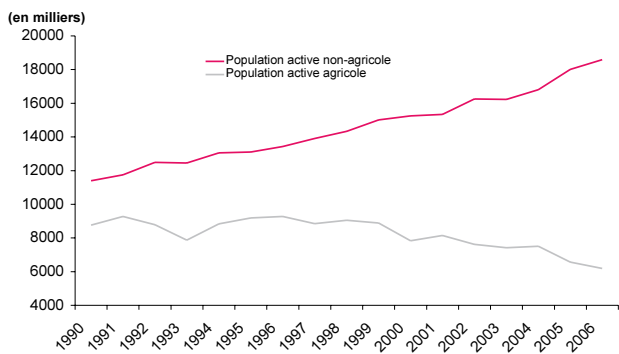
\*TUIK, *Les indicateurs statistiques 1923-2005*.

\*\* Les exploitations de moins de 50 hectares constituent 66 % du total (TUIK, *Le recensement agricole de 2001*) et les salariés ne comptent que pour 8,7 % de l'emploi total agricole (TUIK, *HIA 2006*).

formation des femmes. En effet, le taux d'activité féminine se différencie très fortement selon le niveau d'études : d'un peu plus d'une femme sur dix parmi celles n'ayant pas le baccalauréat à près de sept sur dix pour celles ayant effectué des études supérieures. En outre, des facteurs conjoncturels viennent s'ajouter à cette élévation du taux d'activité féminin. Ainsi, la crise de l'emploi global et la baisse des salaires réels ont engendré un puissant effet de « travailleur additionnel » (Gürsel et Levent, 2003), ce qui a renforcé l'augmentation de la population active féminine en 2002 (14,3 %).

Le dernier facteur à prendre en compte dans la croissance de la population active industrielle et tertiaire est le transfert de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs de l'économie. En 1990, la part de l'emploi agricole était estimée à 47 %, alors que la part de l'agriculture dans le PIB n'était que de 16 %. Ces chiffres témoignent d'une productivité du travail très faible. D'ailleurs, une comparaison internationale de la fin des années

Graphique 1  
ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE  
ENTRE 1990 ET 2006



1990 montrait l'existence d'environ 1,5 millions d'emplois agricoles excédentaires, soit 15 % du total (Gürsel et Ulusoy, 1999). Après la crise de 2001, les subventions agricoles traditionnelles ont été supprimées (encadré 1) et leur remplacement par des transferts directs de revenus n'a pas pu compenser la baisse des revenus agricoles. Le nombre de travailleurs a alors fortement diminué dans ce secteur. À cet effet *push* s'est ajouté, à partir de 2004, un effet *pull* avec la création massive d'emplois dans l'industrie et le tertiaire. On a ainsi assisté à une baisse spectaculaire de l'emploi agricole à partir de 2001 et à un transfert de l'activité vers les services notamment (encadré 1).

Une estimation qui prend en compte ces différents facteurs conclut à une expansion future de la population active non agricole d'environ 550 000 personnes par an (TÜSIAD, 2002). Cette forte progression n'est évidemment pas sans conséquence sur l'équilibre du marché du travail. Il faut en effet créer encore davantage d'emplois nets dans les secteurs non agricoles si l'on veut parvenir à une baisse du chômage. Et des études économétriques montrent que cet objectif ne peut être atteint qu'avec un minimum de 6 % de croissance annuelle du PIB, étant donné les propriétés structurelles du marché du travail turc (TÜSIAD, 2004).

## Une influence contrastée de la croissance économique sur les créations d'emplois

Or, non seulement cette performance ne s'est réalisée que pendant des périodes courtes sur les quinze dernières années, comme de 2004 à 2006. Mais, en outre, la relation entre croissance économique et emploi ne semble pas aller de soi, comme l'illustre la croissance pauvre en emplois des années 2002-2003 (graphique 2).

Lors de la crise de 2001, le PIB s'est contracté de 7,5 %, entraînant un recul de l'emploi industriel et tertiaire. Cette diminution a finalement été limitée à 2,7 % en raison des coûts de licenciement très élevés dans le secteur formel. En 2002, le programme de stabilisation du FMI et la dépréciation de la livre turque ont favorisé les exportations et engendré une reprise économique réelle. Celle-ci ne s'est pourtant pas accompagnée de

créations d'emplois massives, le marché du travail non agricole retrouvant simplement sa situation d'avant la crise. L'année 2003 est encore plus marquante de ce point de vue : alors que le PIB progressait de 5,8 %, l'emploi industriel et tertiaire a pratiquement stagné, gagnant seulement 0,6 %. Présentée comme la conséquence d'un choc de productivité (réorganisation du travail dans les entreprises notamment), cette situation témoigne des défis auxquels doit faire face l'économie turque.

Les conditions de création d'emplois se sont complètement modifiées à partir du troisième trimestre 2003, avec l'entrée du secteur privé dans une phase d'investissement massif. Les dépenses en « machines et équipement » ont augmenté de 46 % en 2003, de 60 % en 2004 et de 21 % en 2005. Ce *boom* de l'investissement s'est poursuivi jusqu'au choc rencontré en mai 2006 sur le marché des changes. Le résultat de cette euphorie d'investissement a été une hausse soutenue de l'emploi dans les secteurs non agricoles à partir de 2004. Ainsi, de 2003 à 2006, le PIB s'est accru de 24 % et l'emploi non agricole de 16 %. Le marché du travail a créé pendant cette période 2 260 000 emplois nets dans l'industrie et le tertiaire.

Pourtant, la vigueur de la croissance récente ne doit pas masquer certaines fragilités structurelles, liées notamment à la place de l'économie informelle (encadré 1). En effet, si à court terme l'informalité peut favoriser les phases de redressement après les crises (en apportant de la flexibilité au marché et une plus grande réactivité à la demande), elle s'avère coûteuse à long terme (en contribuant au déséquilibre de la protection sociale et en constituant une entrave à la concurrence).

## Un taux de chômage difficile à contenir, un ajustement macro-économique délicat

L'explosion du chômage en Turquie, conséquence de la crise économique la plus grave de l'histoire du pays, s'explique donc par des facteurs structurels et conjoncturels, affectant à la fois l'offre et la demande de travail.

Graphique 2  
ÉVOLUTION DU PIB ET DE L'EMPLOI NON AGRICOLE  
ENTRE 1990 ET 2006

